



REJET DES EAUX USÉES DE LA BASE AÉRIENNE 120 DANS LE RÉSEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU BASSIN D'ARCACHON

CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT

Janvier 2023

TABLE DES MATIÈRES

REJET DES EAUX USÉES DE LA BASE AÉRIENNE 120 DANS LE RÉSEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU BASSIN D'ARCACHON	1
CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT	1
TABLE DES MATIÈRES	1
Convention spéciale de déversement au réseau d'assainissement public des eaux usées	2
ARTICLE 1 : OBJET	4
ARTICLE 2 : DEFINITIONS	4
2.1 - Eaux usées domestiques	4
2.2 - Eaux pluviales	4
2.3 - Eaux usées non domestiques	4
ARTICLE 3 : CARACTERISTIQUES DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT	4
3.1 - Nature des activités de l'établissement	4
3.2 - Plan des installations	4
3.3 - Caractéristiques du réseau de collecte des eaux usées	5
3.4 – Liste des produits utilisés par l'Etablissement	5
ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EAUX REJETÉES	5
ARTICLE 5 : SURVEILLANCE DES TRAITEMENTS ET REJETS	5
5.1 - Contrôle des volumes rejetés	5
5.2 - Auto-contrôle de la qualité du rejet	6
5.3 - Contrôle par la Collectivité	6
ARTICLE 6 : FONCTIONNEMENT DE LA STATION D'ÉPURATION DE CAZAUX II	6
ARTICLE 7 : CONDITIONS FINANCIERES	6
7.1 – Exploitation -Tarif annuel	6
7.2 - Pénalités	7
7.3 – Modalités de facturation	7
7.3 - Modalités de révision du tarif de base	8
7.4 – Définition des paramètres utilisés dans le calcul du tarif	9
ARTICLE 8 : CONDUITE À TENIR PAR L'ÉTABLISSEMENT EN CAS DE NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS	9
ARTICLE 9 : CONSÉQUENCES DU NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS	9
9.1 - Conséquences techniques	9
9.2 - Conséquences financières	10
ARTICLE 10 : MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ D'AUTORISATION DE REJET EN MER	10
ARTICLE 11 : OBLIGATION DE LA COLLECTIVITÉ	10
ARTICLE 12 : DURÉE ET CLAUSE DE REVOYURE	10
ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES	10
ARTICLE 14 : DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION	10

Convention spéciale de déversement au réseau d'assainissement public des eaux usées

ENTRE :

La Base Aérienne 120 de Cazaux (BA120), située au 10 Rue du commandant Marzac – BP 70413 - 33164 La Teste Cedex, représentée par son Commandant, le **Colonel Jérôme FLEITH**, également responsable de site, dûment habilité à signer cette convention, ci-après dénommée "**L'Établissement**"

d'une part,

Le Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA), dont le siège est situé au 16 allée Corrigan – CS 40002 33311 ARCACHON CEDEX, propriétaire des ouvrages d'assainissement, représenté par son Président, Yves FOULON, ci-après dénommé "**La Collectivité**"

ET

La Société du Bassin d'Arcachon Assainissement (SB2A), nom commercial « Eloa », dont le siège social est au 152 bis avenue de la Côte d'Argent – 33380 BIGANOS, délégataire du Service de l'Assainissement pour la période 2021-2026, représentée par sa Directrice Générale Déléguée, Laure CHEYRES, ci-après dénommée "**Le Délégué**"

d'autre part,

VU le code de la santé publique notamment l'article L1331-10 ;

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié par l'arrêté du 31 juillet 2020 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU l'arrêté interpréfectoral portant autorisation, en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, du rejet en mer des eaux traitées urbaines et industrielles au Wharf de La Salie du 10 Mai 2019 ;

VU l'arrêté préfectoral portant autorisation, en application de l'article L214-3 du code de l'environnement, du système d'assainissement de Cazaux d'une capacité de 444 kg/j de DBO5, soit 7 400 EH (arrêté SEN/2021/11/03-168 du 03/11/2021) ;

VU les statuts du syndicat intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA) modifiés par arrêté préfectoral du 19 Décembre 2022 ;

VU le Règlement du Service de l'Assainissement ;

VU le contrat de Délégation de Service Public d'Assainissement Collectif des Eaux usées du 13 octobre 2020 qui a pris effet au 01 janvier 2021 et qui prendra fin le 31 décembre 2026 ;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Le SIBA a confié au Déléataire la collecte et le traitement des eaux usées sur les 10 communes riveraines du Bassin d'Arcachon. Cette gestion est formalisée dans un contrat de délégation de service public signé le 13/10/2020 et qui a pris effet le 01/01/2021. Dans ses articles 28.7 et 76.3, ce contrat prévoit les modalités de prise en charge des effluents issus de la BA 120 à compter de la mise en exploitation de la station d'épuration de Cazaux II dont :

- l'établissement d'une convention tripartite ;
- les modalités tarifaires (tarif de base, modalités de facturation et révision du tarif).

L'ensemble de ces points sont repris dans le présent document.

La présente convention définit donc les conditions :

- De prise en charge des eaux usées de l'Etablissement dans le réseau public d'assainissement des eaux usées du bourg de Cazaux (commune de La Teste de Buch).
- Du traitement de ces eaux usées dans la station d'épuration de Cazaux II.
- De transport des eaux usées traitées de l'Etablissement jusqu'au wharf de La Salie.

ARTICLE 2 : DEFINITIONS

2.1 - Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires.

2.2 - Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques (avant et après ruissellement). Sont assimilées à ces eaux pluviales :

- les eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles ;
- les eaux de refroidissement ou de circuit de chauffage à condition que le procédé de refroidissement ou de chauffage exclut tout risque de contact de l'eau avec des matières polluantes.

2.3 - Eaux usées non domestiques

Sont classés dans les eaux usées non domestiques tous les rejets liquides autres que les eaux usées domestiques ou eaux pluviales (ou expressément assimilées à ces dernières par la présente Convention).

ARTICLE 3 : CARACTERISTIQUES DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

3.1 - Nature des activités de l'établissement

Le site de l'Etablissement classé domaine public aéronautique est une zone militaire dont l'accès est réglementé. Il compte environ 2200 effectifs aux heures ouvrées dont moins de 600 sont résidents.

3.2 - Plan des installations

L'Etablissement remet un plan de ses installations privées, lequel est annexé à la présente Convention (annexe n° 1).

3.3 - Caractéristiques du réseau de collecte des eaux usées

Le réseau de collecte des eaux usées représente 2600 ml de type séparatif strict de diamètres allant du 40 au 140. Les eaux pluviales étant gérées indépendamment sur site.

Des postes de relevage permettent de transférer les eaux usées de la base vers le point de rejet final des eaux usées du site, situé à l'extérieur de la BA120 en aval du dernier poste relevage de la BA120 (Poste n°PRO - 44°31'52" N ; 1°9'35" O).

3.4 – Liste des produits utilisés par l'Etablissement

L'Etablissement déclare utiliser, à la date de signature de la présente convention, les produits chimiques qui figurent à l'annexe n°2.

Cette liste sera actualisée par l'établissement et transmise à la collectivité annuellement

ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EAUX REJETÉES

Dans le cadre de la présente convention, le rejet des eaux usées doit respecter les conditions générales d'admissibilité des eaux usées figurant aux articles 8.4, 8.5, 8.6 du règlement du service public d'assainissement collectif du Bassin d'Arcachon (annexe 3).

Avec en particulier :

Paramètres	Unité	Valeur limite
Volume journalier de temps sec	m ³ /j	*330
Volume journalier de temps de pluie	m ³ /j	*930
Matières En Suspension (MES)	mg/l	500
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	mgO ₂ /l	1000
Demande Biochimique en Oxygène sur 5 jours (DBO5)	mgO ₂ /l	500

*les volumes indiqués correspondent à ceux communiqués par l'Etablissement et qui servent de bases de calcul au dimensionnement de l'extension de la station de traitement.

Il est considéré comme "temps de pluie", une hauteur de précipitations de plus de 20 mm en 1 jour (24 heures) mesurée à la station Météo France de Cazaux.

ARTICLE 5 : SURVEILLANCE DES TRAITEMENTS ET REJETS

5.1 - Contrôle des volumes rejetés

Un débitmètre a été installé en amont du poste Tennis (Coordonnées GPS 44.531482 ; -1.160211) dans un regard.

Le point de raccordement est matérialisé par une vanne située en amont du regard contenant ce débitmètre de mesure. Cette vanne représente la limite entre le domaine privé et le domaine public. Les ouvrages et réseaux situés en amont seront gérés par la BA 120. La vanne, le réseau et les ouvrages situés en aval restent de la responsabilité du SIBA.

La Base Aérienne prévoit de se munir d'un débitmètre sur ses installations propres. Un comparatif des débits et volumes mesurés entre les 2 points sera effectué les premiers mois de raccordement afin de valider les mesures de débits et volumes.

Dans l'attente de cette validation, le débit journalier noté Q_{jBA120} exprimé en m^3/j , utilisé pour apprécier le respect des volumes journaliers sera celui situé sur la partie publique.
Sous réserve de cette validation, Eloa fournira à toutes les parties, en fin de chaque semestre d'activité, le relevé des volumes journaliers évacués vers le réseau.

5.2 - Auto-contrôle de la qualité du rejet

L'établissement est responsable de la surveillance de la conformité de tous ses rejets au regard des prescriptions de la présente convention. Le point de prélèvement de l'établissement est situé au poste PRO cité à l'article 3.3.

Les mesures de concentration seront effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures, proportionnels au débit si possible, conservés à basse température ($4^{\circ}C$).

Il doit mettre en place, un programme de mesures dont la nature et la fréquence sont les suivantes :

ANALYSE	FRÉQUENCE	Réalisé par
- Volume journalier	Enregistrement continu en	SIBA
- Débit horaire	Enregistrement continu en	SIBA
- Volume Mensuel		SIBA
- MES	Semestriellement*	BA120
- DCO	Semestriellement*	BA120
- DBO5	Semestriellement*	BA120
- NTK, NH_4 , NO_3 , NO_2 et PT	Semestriellement	BA120
- Fer (dissous et total)	Semestriellement	BA120
- Aluminium	Semestriellement	BA120
- Micropolluants**	A la demande	SIBA

*fréquence mensuelle les 3 premiers mois suivant la prise en charge des eaux de la base par la station de Cazaux II

** cette campagne annuelle spécifique sera prise en charge par la Collectivité sur la base d'une liste qui sera constituée au moment de la campagne

Les résultats d'analyse seront transmis à la Collectivité semestriellement. Les conditions de prélèvement et d'analyse seront explicitées pour chacune d'entre elle.

5.3 - Contrôle par la Collectivité

La Collectivité pourra effectuer une fois par an des contrôles de débit et de qualité à une date qu'elle déterminera en concertation avec la BA120 afin de s'assurer de la compatibilité avec les activités de la base et laisser le temps nécessaire aux contrôles d'identité imposés par le maintien de la sécurité de la base.

ARTICLE 6 : FONCTIONNEMENT DE LA STATION D'ÉPURATION DE CAZAUX II

Le traitement de la station d'épuration de Cazaux II repose sur les principes de la boue activée, elle se compose d'un prétraitement compact, d'un bassin d'anoxie, de 2 bassins d'aération, d'un dégazeur et d'un clarificateur, un traitement bactéricide et une déshydratation de type centrifugeuse.

ARTICLE 7 : CONDITIONS FINANCIERES

7.1 – Exploitation -Tarif annuel

L'ensemble des montants mentionnés dans le paragraphe suivant sont donnés en euros hors taxes. Une TVA à 10% s'appliquera sur l'ensemble des factures établies.

A compter de la mise en service de Cazaux II, prévue le 01 janvier 2023, l'Etablissement versera, pour le traitement des eaux usées et leur transfert à l'océan :

- à la Collectivité, une redevance forfaitaire fondée sur une valeur de 30 000 € HT par an (en valeur de base au 1er janvier 2021) ;
- au Délégué, une redevance forfaitaire fondée sur une valeur de 40 000 € HT par an (en valeur de base au 1er janvier 2021).

7.2 - Pénalités

Le bon fonctionnement de la station d'épuration de Cazaux II nécessite une parfaite maîtrise des débits entrants.

Afin que ces objectifs soient maintenus, les intervalles suivants sont convenus entre les parties pour le calcul des pénalités qui viennent en plus du tarif annuel défini au paragraphe 7.1 :

Dans la suite, on appellera Q_r , le débit de référence égal à :

- Temps sec = 330 m³/j
- Temps de pluie = 930 m³/j

Si $Q_{jBA120} < Q_r$, alors pas de pénalité, application de la redevance forfaitaire définie au §7.1.

Si $Q_{jBA120} > Q_r$, alors application d'une pénalité notée P qui viendra s'additionner à la redevance forfaitaire définie au §7.1 :

$$P = 0,4 \times (Q_{jBA120} - Q_r) + P_f$$

Avec :

Si $Q_{jBA120} - Q_r < 500 \text{ m}^3/\text{j}$, alors $P_f = 0$

Si $Q_{jBA120} - Q_r > 500 \text{ m}^3/\text{j}$, alors $P_f = 1500 \text{ €/j}$

La part P_f des pénalités sera perçue par la Collectivité. La part $P - P_f$ des pénalités sera perçue par le Délégué.

Dans tous les cas, des mesures correctives doivent absolument être mises en place par l'Etablissement pour rétablir une situation acceptable.

7.3 – Modalités de facturation

La facturation est établie par le Délégué qui l'adresse à l'ordonnateur semestriellement, les 30 juin et 31 décembre, pour moitié de la valeur totale de la redevance. Les modalités de reversement de la redevance au SIBA par le Délégué sont celles définies à l'Article « 71.2 Reversement de la part SIBA » du contrat de délégation de service public.

Le Délégué privilégie l'envoi des factures en version dématérialisée, sur le portail CHORUS-PRO <https://www.chorus-pro.gouv.fr>

Ce procédé permet des gains en termes de frais d'impression, d'acheminement et de stockage, de temps de traitement des factures, de traçabilité et de sécurité de la facturation (suivi, à tout moment, du statut de traitement de la facture, intégration automatique de la facture au système comptable, garantie de

réception des factures par le système comptable), des gains environnementaux (réduction de l'empreinte carbone).

Un kit de communication sur la solution de facturation dématérialisée est disponible sur le portail CHORUS -PRO ; par ailleurs, la PFC-SO pourra proposer en cas de besoin une assistance au démarrage pour une facturation dématérialisée : le correspondant à joindre est M. Jean-Claude LE BERRE (PFC-SO/Division Finances - 05 57 85 27 44, mail : jean-claude.le-berre@intradef.gouv.fr).

Au cas où les factures dématérialisées ne pourraient être transmises via le portail CHORUS PRO, le Délégué établira ses factures papier en double exemplaire, et les adressera par voie postale à : GSBdD/DCS/BR- 10 rue du commandant Marzac – BP 70413 – 33164 La Teste de Buch cedex

La facture, quel que soit le mode de transmission choisi, doit **impérativement** comporter les renseignements suivants :

- les références de la présente convention,
- **le(s) numéro EJ**,
- **le numéro SE : D0410T7033**,
- l'identification du Délégué (numéro SIRET),
- la mention de la domiciliation du Délégué¹,
- le nom de l'Etablissement bénéficiaire,
- la nature des prestations,
- la date d'exécution des prestations,
- le montant HT et TTC avec un taux de TVA applicable de 10 %.

Les factures partielles ne sont acceptées que sur accord préalable de l'Administration.

Le paiement se fait par virement.

La Division Conduite du Soutien du GSBdD de Cazaux effectuera le service fait.

Toute facture mal renseignée sera renvoyée au Délégué, ce qui suspendra le délai global de paiement.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le paiement doit intervenir dans les 30 jours suivant la date de réception de la facture par l'Administration ou demande de paiement.

Ce délai de paiement peut être suspendu à tout moment par l'Administration, en cas de facturation non conforme à la présente convention, par l'envoi au Délégué d'un courrier recommandé lui faisant connaître les raisons de la suspension.

Hormis les exceptions de l'article 2 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement constatée par l'ordonnateur.

Les modalités de reversement de la redevance au SIBA par le Délégué sont définies dans le contrat d'affermage signé entre le SIBA et le Délégué (articles 71.2).

7.3 - Modalités de révision du tarif de base

Le tarif de base est révisé 1 fois par an, au 1er janvier de l'année N à partir de 2023, par application de la formule suivante :

$$SK_n = SK_o \times k_1$$

où :

- SK_o est le tarif initial au 01/01/2021
- SK_n est le tarif qui s'applique pour l'année N;

La valeur de k_1 ainsi que ses modalités de révision suivent celles définies à l'article 70.1 du contrat d'affermage signé entre le SIBA et le Délégué et applicables depuis le 1^{er} janvier 2021.

Le coefficient k_1 est établi de la façon suivante :

¹ le Délégué est tenu de fournir son BIC/IBAN.

$$k_1 = 0,15 + 0,47 \frac{ICHT-E_n}{ICHT-E_0} + 0,07 \frac{010534766_n}{010534766_0} + 0,19 \frac{FSD2_n}{FSD2_0} + 0,12 \frac{TP10a_n}{TP10a_0}$$

La valeur de base des indices sont celles connues au 1/01/2021 (ajustées des coefficients de raccordement inhérents aux indices remplacés depuis) soit :

- ICHT-E₀ = 119,9
- 010534766₀ = 115,3
- FSD2₀ = 128,6
- TP10a₀ = 110,5

Les valeurs des indices sont celles connues au 1er Novembre N-1 dans les publications en ligne du Moniteur des Travaux Publics.

Le coefficient k est arrondi au dix millièmes supérieur (4 décimales).

Les tarifs ainsi révisés sont arrondis au centième d'euros.

7.4 – Définition des paramètres utilisés dans le calcul du tarif

ICHT-E : indice du coût horaire du travail, production et distribution d'eau, assainissement (base 100 décembre 2008) ;

010534766 - Électricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36kVA (base100 2015)

FSD2 : Frais et Services Divers

[72% de l'indice EBIQ (correspondant à l'indice de prix à la production dans l'industrie "Energie, biens intermédiaires et biens d'investissements" de l'Insee) code : 00-03-00 + 20% de l'indice TCH (correspondant à l'indice de prix à la consommation "Transport, communications et hôtellerie" de l'Insee) code : 4566E + 8% de l'indice ICC (correspondant à l'indice du "coût de la construction" de l'Insee) code INS]

TP10a₀ : Canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux [Matériel 22%, Travail 37%, Energie 3%, Matériaux 29%, Services 2%, Transport 5%, Déchets 2%]

ARTICLE 8 : CONDUITE À TENIR PAR L'ÉTABLISSEMENT EN CAS DE NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS

En cas de dépassement des valeurs limites fixées à l'article 4, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir immédiatement la Collectivité,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté,
- de prendre les dispositions nécessaires pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, à la demande de la Collectivité.

ARTICLE 9 : CONSÉQUENCES DU NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS

9.1 - Conséquences techniques

Dans tous les cas où les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, en particulier, du fait du dépassement des valeurs limites définies à l'article 4, la Collectivité se réserve le droit de

n'accepter dans le réseau public que la fraction des effluents correspondant aux conditions de la présente Convention.

En cas d'impossibilité ou difficultés de mise en œuvre de telles dispositions, la Collectivité prendra toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident ou à l'anomalie constatée.

Elle doit dans tous ces cas :

- informer l'Établissement de la situation et de la ou des mesure(s) envisagée(s), ainsi que la date à laquelle celles-ci seront mises en œuvre,
- mettre en demeure l'Établissement d'avoir à se conformer aux conditions fixées par la présente convention.

9.2 - Conséquences financières

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Collectivité du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies à l'article 4.

En conséquence, il rembourse à la Collectivité tous les frais engagés par celle-ci par suite du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies à l'article 4.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ D'AUTORISATION DE REJET EN MER

En cas de modification de l'arrêté autorisant le rejet en mer, auquel est soumise la Collectivité, la présente convention pourra, le cas échéant et après négociation, être adaptée à la nouvelle situation et faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 11 : OBLIGATION DE LA COLLECTIVITÉ

La Collectivité, sous réserve du strict respect par l'Établissement des obligations résultant de la présente convention, prend toutes les dispositions pour accepter les rejets de l'établissement.

La collectivité s'engage à informer, dans les meilleurs délais, l'Établissement de tout incident ou accident survenu sur le collecteur Sud, ou sur l'ouvrage de rejet, et susceptible de ne plus permettre d'assurer de manière temporaire la réception des eaux traitées visées par la convention, ainsi que des délais prévus pour le rétablissement du Service.

ARTICLE 12 : DURÉE ET CLAUSE DE REVOYURE

Afin de valider les dispositifs en cours de mise en service au moment de l'écriture de la présente convention, les parties conviennent d'une clause de revoyure à l'issue du 1^{er} semestre 2023 afin de valider les valeurs de référence de pluviométrie impactante, de débitmètre de référence et de pénalités associées.

La présente Convention prend effet à compter du 01 janvier 2023 jusqu'au 31/12/2026, date de fin du contrat de délégation de service public entre le SIBA et son Déléataire. Elle pourra être reconduite de façon express après discussion entre les parties.

ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES

Faute d'accord amiable entre les parties, tout différend qui viendrait à naître à propos de la validité, de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention sera soumis au tribunal administratif de Bordeaux – 9 rue Tastet – 33000 BORDEAUX.

ARTICLE 14 : DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION

ANNEXE 1	Plan des installations de l'Établissement.
ANNEXE 2	Liste des produits utilisés par l'établissement.
ANNEXE 3	Règlement du Service de l'Assainissement de la Collectivité.
ANNEXE 4	Plan de masse de la station d'épuration de Cazaux II

Fait en 3 exemplaires, le 29 mars 2023


Pour la Base Aérienne 120
Colonel Jérôme FLEITH
Commandant la Base Aérienne 120
Commandant la Base de Cazaux
Le Commandant



Pour Eloa
SB2A
Société du Bassin d'Arcachon Assainissement
152bis, Av. de la Côte d'Argent - 33380 BIGANOS
Tél. (+33) 05-57-17-17-20
www.eloa-bassin-arcachon.fr
La Directrice



Pour le SIBA
Yves FOULON
Le Président



VISA DGS :

